

# **Pratiques économiques solidaires en Inde rurale : l'exemple des Self Help Groups (groupes solidaires féminins de microfinance) et impacts en termes d'empowerment<sup>1</sup>**

**Kamala Marius-Gnanou**

## **I- Contexte : Inégalités de genre et féminisation de la pauvreté en Inde rurale**

C'est en Inde rurale que les femmes représentent l'une des catégories sociales les plus actives -27% de femmes actives en milieu rural contre 10% en milieu urbain<sup>2</sup>- mais aussi les plus défavorisées, même si elles ne sont pas les seules. C'est un truisme d'affirmer qu'outre leur rôle de reproductrices, les femmes, notamment les sans-terre et les ouvrières agricoles de basse caste, sont responsables de la sécurité alimentaire, suppléant souvent les ressources insuffisantes des époux.

Même si les femmes indiennes sont de plus en plus nombreuses à travailler, la majorité d'entre elles, à savoir les plus pauvres, travaillent parce qu'elles n'ont jamais eu le choix, pour des salaires nettement inférieurs à ceux des hommes (à l'exception des emplois de la fonction publique).

Cette vulnérabilité du genre féminin s'est accru, d'autant que les femmes ont une triple charge de travail –quotidien des enfants, entretien de la maison et activités de subsistance. En milieu rural, leur situation est rendue plus pénible par leur isolement et par l'absence du soutien du conjoint obligé de migrer vers les villes.. Afin de compléter les revenus familiaux, les femmes qui commencent à travailler de plus en plus jeunes se retrouvent dans des activités informelles sous-payées. En Inde, c'est moins d'une femme sur sept qui travaille dans le secteur organisé. Les femmes constituent en Inde rurale plus de la moitié de la force de travail informel.. Dans les campagnes où le travail informel est massivement délocalisé, le travail à la pièce dans les activités non agricoles (tanneries, différents types de travail à la pièce : couture, corderie, tannerie, construction, coursières...) est le moins bien rémunéré. Même si le secteur informel implique une plus grande indépendance tant sur le plan du revenu que des heures de travail pour des femmes en charge de famille, les emplois restent peu qualifiés et précaires, ce qui amplifie les inégalités de genre. En dépit d'un nombre important d'heures passées dans ces tâches, bon nombre de ces travailleuses marginales oublient de les mentionner lors de nos enquêtes, considérant ce type d'activités comme un prolongement des tâches domestiques. Aussi sont-elles rarement conscientes de leurs droits et leur isolement les affaiblit devant la loi.

Par ailleurs en dépit d'une participation importante et croissante des femmes dans l'agriculture, c'est à peine un tiers de femmes actives qui est agriculteur (Dooly Arora, p.328). Ceci s'explique en partie par le fait que traditionnellement, en Inde rurale, la terre cultivable revenait de droit et de fait au(x) fils, comme dans toute société patriarcale à l'exception de quelques régions (Kerala et Meghalaya) où perdurent des sociétés d'héritage matrilineaires, d'héritage bilatéral (filles ou garçons) et de quelques communautés musulmanes. Aujourd'hui, en dépit du droit légal des femmes à hériter des terres, seules les femmes du Sud de l'Inde héritent de la terre en raison des mariages endogames (à l'intérieur du village voire de la famille); en revanche dans le Nord où prédominent l'exogamie et la tradition du purdah (female seclusion), la terre reste difficilement accessible aux femmes. Cette exclusion à la terre conditionne inévitablement un accès limité au crédit, équipement, services de vulgarisation...

---

<sup>1</sup> Ce texte est issue en grande partie d'une communication préparée par Jane Palier (actuellement en Inde) et K.Marius-Gnanou et présentée par K.M-G au Congrès du réseau Asie du 22-23 sept 2003 à Paris

<sup>2</sup> N.Shah et al, Structural adjustment, feminization of labour force and organizational strategies, in Gender and politics in India (ed. N.Menon) Oxford University Press, p.153

A l'exception des femmes éduquées, rares sont les femmes, ayant bénéficié des avantages de la mondialisation. La mondialisation en favorisant un processus de développement des industries d'exportation et de délocalisations a impulsé une émergence du salariat industriel féminin non seulement en milieu urbain mais aussi en milieu rural. Même si la flexibilisation de la production industrielle est à l'origine d'une féminisation des emplois longtemps dominés par les hommes, bon nombre d'études ont démontré que les femmes à l'inverse des hommes ont des salaires inférieurs, subissent les nouvelles formes de travail (temps partiel, temporaire, à domicile, à la pièce..) et ne peuvent pas prétendre à des promotions sur le plan professionnel, d'où une précarisation de l'emploi féminin. Les possibilités d'accumulation qu'ont les femmes en milieu rural sont faibles. Par ailleurs, privées de l'accès à la propriété comme on l'a vu précédemment, elles accèdent difficilement au crédit, faute de pouvoir offrir des garanties. En effet, le crédit bancaire est incontestablement plus fermé aux femmes, notamment aux pauvres sans éducation. Quant aux crédits agricoles, ils visaient pour l'essentiel les chefs d'exploitation.. En dépit de très nombreux programmes de développement économiques, la pauvreté n'a fait qu'augmenter, notamment parmi les femmes rurales de castes défavorisées. Ces politiques publiques de développement rural intégré, en favorisant une politique de prêts subventionnés à une seule catégorie de population montre à l'évidence qu'il s'agit plus d'un problème d'allocation de ressources entre hommes et femmes que d'un problème spécifique aux femmes, d'où l'intérêt d'utiliser le concept de genre (gender) qui renvoie aux catégories sociales (féminin/masculin) et non aux catégories sexuelles hommes/femmes comme le note Jeanne Bissillat (1997).

### **Le Self HelpGroup (SHG) : une initiative solidaire contre la féminisation de la pauvreté:**

Les SHG forment le pivot de ces programmes de microfinance dans le monde indien. La simplicité du processus d'adhésion et le rôle fondamental de l'Etat indien comme financier et interlocuteur majeur de ces programmes, explique le développement rapide de ces SHG en Inde. Conscient des biais des programmes gouvernementaux - non-remboursement des prêts par les hommes et absence de la dimension de genre et d'empowerment -, le gouvernement indien a décidé de regrouper en avril 1999 tous les programmes de développement rural sous l'appellation Swarnjayanti Gram Swarozgar Yojana (SGSY) en privilégiant le microcrédit et l'empowerment des femmes à travers une approche participative (SHG) et non plus interventionniste comme c'était le cas dans les années 1980.

#### *Pourquoi cibler les femmes*

Bon nombre de dispositifs de microfinance en Inde et dans le monde indien en général ont choisi de ne cibler qu'une clientèle féminine. Différentes justifications plus ou moins explicites<sup>3</sup> peuvent être croisées avec les trois paradigmes de la microfinance tels que conceptualisés par Linda Mayoux<sup>4</sup> : paradigme de la viabilité financière, de la lutte contre la pauvreté et féministe.

- Le premier argument rejoint les préoccupations affichées par les organisations internationales : les discriminations et inégalités de sexe pèsent sur la croissance d'un pays. Il faut aider les femmes pour leur contribution au développement :
- La deuxième justification est à mettre en relation avec le phénomène de féminisation de la pauvreté : les femmes sont parmi les plus pauvres des pauvres et surtout les plus vulnérables. Il faut alors les aider car ce sont elles qui sont les plus défavorisées. Les entretiens réalisés avec différents promoteurs de dispositifs de microfinance en Inde vont dans ce sens.

---

<sup>3</sup> Voir S. CHESTON et al., 2002, pp.7-11.

<sup>4</sup> L. MAYOUX, 1998, 2000 et 2003. (voir annexe)

Le troisième argument tient au fait que les femmes utilisent davantage leurs ressources pour le bien-être de la famille : dépenses alimentaires, d'éducation ou de santé. Les hommes sont accusés, notamment en Inde, de gaspiller leur revenu en consommation non productive (boissons, jeux, etc.). La majorité des études montrent à l'évidence que dans un couple dès lors que les femmes possèdent un revenu, elles l'investissent prioritairement auprès des enfants et de la famille, les hommes profitant de cet état de fait pour limiter leurs dépenses familiales. (S. Baden, 2000).

Il faut aider les femmes pour l'effet multiplicateur sur l'ensemble de la famille. Les femmes sont ainsi visées dans le paradigme de la lutte contre la pauvreté car elles comptent parmi les plus pauvres et sont responsables du bien-être du ménage

- La quatrième justification fait appel au critère d'efficacité : les femmes sont plus coopératives et mettent un point d'honneur à respecter leurs engagements et donc remboursent mieux leurs emprunts (95% à 98% selon les sources). Le paradigme de la viabilité financière valorise un empowerment de type économique qui concerne l'extension des possibilités de choix individuels et une plus grande indépendance financière. Rechercher la viabilité financière incite à cibler les femmes en tant qu'emprunteurs plus fiables<sup>5</sup>.
- Le cinquième et dernier argument concerne l'accès aux droits humains fondamentaux ; les services financiers étant un point d'entrée pour plus d'empowerment (paradigme féministe). La SEWA ou WWF (Working Women's Forum) revendiquent l'utilisation de la microfinance pour lutter pour l'indépendance, l'autonomie et les droits des femmes.

#### *Un concept ancien en Inde*

En fait, ce concept de SHG assez ancien (sous d'autres termes) a été intégré en Inde depuis les années 1992 dans les anciens programmes de développement destinés aux femmes. En effet pour ne plus laisser en marge les femmes, un sous-programme de l'IRD (Integrated rural development program), le DWCR (development of women and children in rural areas) s'adresse uniquement aux femmes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Financé par l'Etat et l'UNICEF à raison de 15000 roupies en une fois (pour l'achat du matériel, le salaire de l'organisateur), il a le mérite de former un groupe de 15 à 40 femmes à des activités d'artisanat traditionnel et utilitaire à des fins de commercialisation locale et nationale (couture, broderie, confections de sacs, tailleuse de pierres...) tout en prenant en charge leurs enfants. L'une des responsables de ces centres que j'ai eu l'occasion de rencontrer régulièrement depuis 1990 m'a avoué sa déception car peu de femmes participaient à ce programme. Or elles ont même la possibilité d'obtenir un certificat du gouvernement à l'issue d'une formation de deux ans. D'après cette responsable, cette faible participation serait due au refus des hommes qui s'opposent à une certaine émancipation, d'ailleurs bon nombre des femmes qui participent à ce programme ne sont pas mariées. L'autre originalité de ces centres est ses écoles maternelles qui peuvent accueillir une cinquantaine d'enfants de 2,5 ans à 5 ans. En plus des activités d'éveil, les enfants sont nourris avec des aliments nutritifs riches en protéines (œufs et biscuits au glucose, lait...) et baignés (savonnés et poudrés) tous les jours. Là aussi, ce n'est qu'en période de pointe agricole que les mères y amènent leurs enfants. Le choix des activités trop stéréotypées, non innovantes, peu génératrices de revenus et ne répondant pas forcément à une demande du marché, pourrait expliquer cette désaffection de la part des femmes.

---

<sup>5</sup> Voir les raisons *cachées* du ciblage des femmes par la Grameen Bank : A. RAHMAN, 1999, pp.69-71.

Lors de missions que nous avons effectué régulièrement depuis 1999 dans le Tamil Nadu<sup>6</sup>, nous avons pu assister à la mise en place de ces SHG et à l'évolution qui s'est faite avec l'aide du Tamil Nadu Women Development corporation (TNDWCou Mahalir Thittam), organisme para-public chargé de sélectionner les ONG pour la mise en place des ces groupes. Le principe est simple puisque le groupe du village doit se composer de 12 à 20 femmes mariées de basses castes et intouchables si elles veulent bénéficier des subventions du SGSY. Cependant, on observe de plus en plus de SHG composés aussi de quelques OBC<sup>7</sup> voire de FC (foreward cast) et de veuves nombreuses en milieu rural, même si ils ne bénéficient pas des subventions.

Tous les membres d'un SHG se regroupent en général de façon hebdomadaire pour parler de leurs problèmes et collecter les épargnes ou les remboursements de chacune (une petite amende est appliquée en cas de non participation). Chaque membre est encouragé à épargner autant qu'il peut mais habituellement le groupe s'accorde pour fixer un montant minimum d'épargne pour tous ses membres (qui peut être aux environs de 30 Rs. par mois). Les réunions permettent aussi de discuter de la rotation des prêts internes, de l'état des prêts et des paiements auprès des banques et des programmes d'actions sociales et communautaires. Les membres de SHG cotisent aussi pour un fonds de roulement qui couvre les dépenses du groupe pour les frais de maintenance (tickets de bus, papeterie, envois de courrier, boissons pour les invités...). Ce fonds est aussi alimenté pendant les trois premières années par le Gouvernement qui donne une subvention dégressive.

Le fonds commun est utilisé pour la mise en place un système de prêts internes qui permet aux bénéficiaires de faire face à des dépenses de consommation ou des besoins urgents. L'ensemble du groupe décide à qui est alloué le prêt, il s'agit de petits montants (environs 200 à 300Rs.) qui sont en rotation entre tous les membres du groupe. Si le groupe a montré sa capacité à gérer convenablement l'argent durant les six premiers mois de son existence, il peut ouvrir un compte en banque et avoir (collectivement) accès à un crédit auprès de cette banque. Il reçoit alors une subvention du Gouvernement (10 000Rs.) à travers le SGSY et peut emprunter à hauteur de 15000Rs auprès de la banque.

Les taux d'intérêts (mensuels) appliqués pour les prêts internes sont fixés par les membres et dépendent de l'objet du prêt. Ce taux mensuel est de 1 à 2% lorsque ce sont des cas d'urgence (soins, hôpital...). Pour des besoins matériels importants et pour l'éducation (uniforme scolaire, cahier...) le taux est de 2 à 3%. Enfin 3 à 5% d'intérêt sont demandés pour des besoins de moindre importance (achat de bijoux, de vêtements, cérémonie de mariage...). Ce dernier taux est proche de celui des usuriers mais les femmes sont motivées dans le sens où le montant des intérêts reste dans le fond commun. Tant qu'un prêt n'est pas repayé, il est impossible d'avoir accès à un second prêt.

Quel que soit l'objet du prêt, le montant ou le membre qui le demande, le groupe doit discuter avant d'accorder ou non le crédit. Dans son choix, il prend en compte l'urgence de la situation, les ressources de la famille ou les possibilités de se faire aider par un proche... C'est un moment important dans la vie d'un SHG puisque c'est souvent à l'occasion de l'affectation des crédits que se créent des tensions (jalousie, partialité...).

Chaque groupe doit avoir un fonctionnement démocratique. Il est suivi éventuellement par une ONG qui s'assure de son bon fonctionnement, mais à terme les SHG devraient devenir autonomes et indépendants (vis-à-vis des ONG et des banques). L'assiduité de tous les membres et la régularité de l'épargne sont des critères très importants pour le bon fonctionnement du groupe.

---

<sup>6</sup> Nous avons aussi encadré des stages d'étudiants dans le cadre de la licence professionnelle dont celui d'Héloïse Vallin, mémoire professionnelle septembre 2003, Gilles Dréau, mémoire professionnelle, 2003 et nous avons rencontré dans cette même ONG (Bless), et une étudiante de l'Ensa (Toulouse) (rapport de stage, septembre 2003. Ces trois étudiants ont travaillé sur le concept de SHG et des impacts. Une partie des résultats ont été utilisés dans cette communication

<sup>7</sup> Other Backward class : catégorie qui regroupe les basses castes non intouchables

Une animatrice et deux représentantes par groupe sont choisies. Il est préférable que l'animatrice soit instruite et possède des qualités de *leader* et d'honnêteté. Elle doit représenter le groupe, s'assurer de la tenue des comptes et des divers registres, doit mener des réunions régulièrement et doit faire preuve d'un comportement exemplaire. La position d'animatrice est la plus ambiguë car trop d'ambition personnelle peut nuire au fonctionnement démocratique ou favoriser certains membres. Si elle est la seule membre instruite, cela peut induire un manque de confiance et de transparence. Les femmes illettrées sont très dépendantes de sa bonne volonté dans l'explication des transactions. Pour réduire le risque, elle est assistée dans sa tâche par les deux représentantes qui ont aussi pour rôle d'être un « contre-pouvoir » par rapport à l'animatrice lorsque celle-ci agit malhonnêtement ou essaie de dominer le groupe. On favorise une rotation régulière de la fonction de responsable pour éviter une concentration du pouvoir dans les mains d'une seule femme. La transparence est de règle et résulte de l'adoption d'un certain système et de procédures qui permettent à chacun des membres, même illettré, de comprendre les transactions financières à chaque réunion. L'animatrice et les représentantes assistent régulièrement à des sessions de formation dispensées par l'ONG qui les encadre.

Par ailleurs, les SHG sont organisés en réseaux et ce à différentes échelles. Le Cluster Level Federation (CLF) rassemble généralement cinq villages Panchayats. Il y a des réunions régulièrement (au moins deux par mois) auxquelles assistent les animatrices et/ou les représentantes de SHG. Ces organes permettent de résoudre des conflits au sein des SHG, de soutenir financièrement la création de nouveau SHG, de parler des projets en cours et à venir et éventuellement de rencontrer des représentants officiels. Il existe enfin le Block Level Federation qui peut être considéré comme une plateforme de liaison.

Ce fonctionnement en réseaux permet d'entretenir une solidarité entre les groupes, d'organiser des projets de plus grande ampleur, de se transmettre des savoirs et des expériences afin qu'ils soient bénéfiques au plus grand nombre. C'est un système de régulation et de contrôle qui à terme (c'est-à-dire lorsque l'ONG le sentira prêt et se retirera) devra être autonome et indépendant.

Les SHG peuvent dans certains cas donner une base à une éventuelle organisation de la lutte contre d'autres problèmes de société tels que la violence domestique, l'alcoolisme des conjoints, le système de dot, comme nous avons pu l'observer lors de nos enquêtes auprès des SHG. Des rencontres hebdomadaires dans le cadre des programmes de microcrédit favorisent inévitablement la mobilité et la solidarité grâce à des liens entre voisines qui se sentent en confiance pour discuter de leurs problèmes familiaux. La prise de parole en public, selon bon nombre de femmes interrogées, notamment parmi les veuves et les femmes abandonnées, leur permet d'acquérir une plus grande confiance et une meilleure estime d'elles-mêmes.

Tout d'abord, les femmes apprennent à prendre confiance en elles : au début il leur est très difficile de prendre la parole en public. Rien que le fait de sortir de chez elles pour se rendre à la réunion (même si elle se déroule au sein du village) peut être un grand pas puisque nombre de femmes ne sortent jamais du foyer. En échangeant avec les autres femmes sur leurs problèmes, elles se rendent compte que d'autres vivent dans la même situation ; elles se sentent donc moins seules, elles sont soutenues par le collectif. La solidarité est un élément capital dans les SHG : les membres se conseillent et s'entraident pour résoudre leurs problèmes, les réunions de SHG sont des lieux d'échanges d'expériences, d'informations. Elles peuvent bénéficier d'opportunités de formation (alphabétisation, hygiène, couture...). La violence au foyer, subie par de nombreuses femmes, diminuerait sensiblement

Au fur et à mesure, les femmes prennent de l'assurance, elles prennent confiance. Elles retrouvent alors leur droit à la parole et osent dire ce qu'elles pensent (notamment face à leur mari), parler en public ou à quelqu'un qu'elles ne connaissent pas. Avec les actions entreprises, elles augmentent leur revenu. Les femmes prennent conscience qu'elles

peuvent subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, elles acquièrent donc un sens de l'autonomie et augmente leur capacité à prendre des décisions qui les concernent.

Les maris sont au départ plutôt réticents à la participation de leur femme à un SHG. Dans certains cas, ils refusent que leur épouses se rendent aux réunions. Aussi, comme beaucoup de femmes ne travaillent pas et dépendent de leur mari, ils peuvent refuser de donner leur accord pour mettre des épargnes de côté. Mais en général, la pression des autres membres de SHG peut intervenir pour permettre à ces femmes de participer aux réunions. Cependant, La plupart des hommes au départ réticent change d'avis et iraient même jusqu'à refuser à leur femme de quitter le groupe. Ce changement de comportement s'explique par le fait que les femmes puissent avoir accès à un crédit et qu'elles augmentent également leurs contributions financières aux ressources du foyer en développant des activités génératrices de revenu.

. Aussi, les SHG utilisent parfois le fonds commun (notamment les intérêts récupérés par prêts internes) pour entreprennent des actions qui profite à la communauté et contribuent à son développement. On peut prendre quelques exemples dans le district de Cuddalor: aménagement d'un tank pour que le village soit alimenté, construction de ralentisseurs (pour les véhicules) aux entrées du village, bannissement des sacs plastiques pour les remplacer par des sacs papiers, aménagement d'un éclairage public, construction ou réhabilitation des toilettes de l'école... Grâce aux femmes de SHG, certains villages acquièrent des services qui n'existaient pas auparavant tels que le téléphone public, des crèches pour les enfants en bas âge, etc. Comme autre exemple nous pouvons aussi citer une action « coup de poing » qui a été largement médiatisé : un grand nombre de femmes se plaignaient de l'alcoolisme de leur mari si bien qu'un jour, plusieurs SHG se sont réunis et sont allés détruire l'échoppe qui produisait et vendait illégalement l'arack (alcool local prohibé). Le vendeur a ainsi été expulsé et aucun autre n'a osé venir s'installer ; ce qui a fortement réduit le problème de l'alcoolisme sachant qu'il faut désormais parcourir plus de 20 Km pour s'en procurer. Au niveau politique, la participation de femmes aux réunions publiques villageoise permettent de soulever des problèmes ou de traiter de sujets qui n'étaient pas évoqués auparavant.

Les pouvoirs publics, conscients de ces succès et de cet engouement ont constitué dans le Département du Développement des Femmes et des Enfants un nouveau fonds public Rashitra Mahila Kosh (RMK) et une ONG notamment le Women Economic Development Corporation, qui aujourd'hui soutiennent les projets de plusieurs centaines de milliers de femmes en Inde. Ces fondations et ONG financées depuis les années 1990-95 par des fonds publics indiens (le National Bank for Agricultural et Rural Development et le Small Industrial Development Bank of India) ou internationaux agissent en fait comme des intermédiaires entre les financeurs et les groupes d'emprunteurs, ce qui permettait de limiter considérablement les frais de gestion et les différents risques financiers que le secteur financier formel ne voulait plus assurer en Inde. En Inde, en 2001, c'est plus de 285 000 SHG à 90% féminins (15 à 20 femmes par groupe) contre à peine 250 SHG en 1992 qui ont emprunté directement auprès d'ONG et/ou par l'intermédiaire de banques commerciales<sup>8</sup>, l'équivalent de 12600 Rs en moyenne par groupe, soient plus de 300 millions de Roupies. On estime à ?familles rurales ayant bénéficié directement de ce microcrédit et un taux de remboursement de près de 100% (Nabard, 2003).. A plus long terme (2008), plus de 25000 banques rurales (branches), 4000 ONG, 2000 fédérations de SHG seront associées pour mettre en place 1 million de SHG<sup>9</sup> (Fisher et al., 2002

Enfin, dans le SHG, on retrouve un potentiel pour l'accumulation de capital social. Tous les ingrédients du capital social indispensables à la viabilité financière, à la lutte contre la pauvreté, mais aussi à l'empowerment des femmes y sont réunis. L'action collective des SHG s'apparente à une mise en commun des ressources (économiques, financières, culturelles,...) qui va permettre d'atteindre des objectifs communs - lutte contre

---

<sup>8</sup> ). En effet, les SHG peuvent emprunter directement aux banques ou par l'intermédiaire d'ONG

<sup>9</sup> pour plus de détails, voir la communication de Jean-Michel Servet, Congrès Asie, septembre 2003

la pauvreté, viabilité financière et empowerment - lesquels seraient inaccessibles de manière individuelle.

## **Impacts en termes d'empowerment**

### *Décomposition du processus d'empowerment*

Dans le paradigme féministe, l'empowerment dépasse le seul domaine économique et la seule amélioration du bien-être en s'attaquant aux intérêts stratégiques de genre.

Les cinq niveaux d'empowerment du « Longwe Framework »

Bien-être : C'est le niveau le plus faible et les interventions qui se situent à ce niveau peuvent au mieux contribuer à la satisfaction des besoins pratiques des femmes, sans contribuer à leur empowerment. Ce niveau est défini comme le bien-être matériel des femmes par rapport aux hommes. La question de l'égalité de l'accès se pose par rapport à des ressources telles que l'alimentation, revenus, soins de santé, etc.

Accès : Ce niveau adresse la question de l'accès égal, par rapport aux hommes, à des facteurs de production : terre, travail, crédit, formation, canaux de commercialisation, et tous les services et bénéfices publics. L'accent est mis sur l'égalité d'opportunité, ce qui peut nécessiter des réformes légales et administratives afin d'éradiquer toutes les formes de discrimination contre les femmes.

Conscientisation : Sur ce niveau se situe la compréhension consciente de la différence entre sexe et genre ainsi que la conscience que les rôles de genre sont culturels et peuvent être changés. La « conscientisation » implique aussi une adhésion à l'objectif éthique que la division sexuelle du travail devrait être juste et acceptable pour les femmes et les hommes. Elle ne devrait pas comporter une domination politique ou économique d'un sexe par l'autre. Concernant le processus de développement, ce niveau implique une participation collective des femmes.

Participation : Ce niveau est défini comme la participation égale des femmes dans tous les processus de décision des interventions de développement, c'est-à-dire l'analyse des besoins, la conception de l'intervention, sa réalisation et son évaluation. Egalité de participation signifie une implication des femmes dans les prises de décisions concernant leur communauté et ceci dans les mêmes proportions que leur représentativité dans la communauté.

Contrôle : C'est le niveau le plus élevé. Les interventions qui visent ce niveau ont le potentiel de contribuer de manière significative à la satisfaction des besoins stratégiques des femmes et à leur empowerment. Ce niveau implique le contrôle des processus de décision de la part des femmes, par une conscientisation et une mobilisation, afin d'obtenir le contrôle sur des facteurs de production et sur la distribution des bénéfices qui en découlent. Egalité de contrôle signifie un équilibre entre femmes et hommes pour qu'aucun des deux côtés ne domine l'autre.

Quelque soit l'approche choisie, l'objectif est d'aboutir à l'empowerment d'une collectivité par un processus vécu à la fois par le groupe et les individus qui le composent, ce processus prenant quatre dimensions interdépendantes<sup>10</sup> qui sont évidemment respectivement proches des conceptions de pouvoir sur, intérieur, pouvoir avec et pouvoir de :

- La **participation** qui concerne le passage du bénéfice passif d'une action de développement au contrôle sur les ressources collectives,

---

<sup>10</sup> Voir l'argumentation de David MILLER reprise dans William A. NINACS, 1995, « Empowerment et développement local : processus de prise en charge complexe mais fondamental », Dossier Enjeux. <http://www.reseau-sadc.qc.ca>

- La **communication** qui passe par l'estime de soi, la reconnaissance de son identité et de ses compétences préalables nécessaires à la reconnaissance de son statut et sa compétence par les autres,
- La **conscience critique** autrement dit la prise de conscience du fait que seule une action collective peut enrayer le processus d'exclusion de certaines personnes du seul fait de leur appartenance à un groupe,
- Et l'**acquisition progressive de compétences** ou capacity-building qui suppose que les personnes concernées comptent sur elles-mêmes et leurs propres ressources pour résoudre leurs problèmes

•

Il est important d'adopter une vision dynamique de l'empowerment : il est non pas à considérer comme un état à atteindre, mais comme un processus complexe et non-linéaire, pouvant prendre des formes très variées, au cours duquel les femmes acquièrent ou étendent leur droit de parole, leur reconnaissance sociale et leur pouvoir d'action. Il s'agit alors de vérifier si l'intervention a pu contribuer à réunir les conditions nécessaires pour que des femmes puissent dialoguer et mettre en commun leurs problèmes et besoins.

On peut également tenter de connaître l'impact des interventions au niveau des hommes, car "l'empowerment" des femmes peut, entre autres, se manifester à travers l'attitude des hommes vis-à-vis des femmes. Des changements d'attitude et de comportement des hommes peuvent, en effet, représenter des indicateurs indirects "d'empowerment" qui sont très significatifs.

Il n'existe pas de mécanisme ou voie unique de l'empowerment surtout que celui-ci est perçu différemment par ceux qui en sont les principaux acteurs. Il est donc aussi particulièrement difficile de vouloir l'évaluer : comment conclure qu'une personne est empowered ou non ? Quels critères peuvent être admis si ce n'est universellement ou moins localement<sup>11</sup> comme pertinents pour mesurer l'empowerment ?

Le problème central de l'analyse de l'impact, sans ou avec perspective genre, est la difficulté de prouver que les changements constatés sont réellement des effets de l'intervention. Il est d'évidence que l'évolution de l'empowerment des femmes est souvent le résultat d'influences multiples : il est particulièrement difficile d'isoler l'effet d'une initiative de développement comme la microfinance

Par ailleurs, il est crucial de souligner la spécificité contextuelle des réductions d'inégalités possibles et souhaitables, en fonction des aspects socioculturels d'une part et de la volonté des femmes elles-mêmes, d'autre part. En effet, il est impossible de renforcer le pouvoir d'action pour des femmes qui ne le souhaitent pas. Ce constat pose le problème des aspirations et de la capacité d'expression des femmes, notamment si elles sont fortement soumises. L'opinion de ces dernières est rarement prise en compte dans la vie courante et il est fortement improbable qu'elles développent un esprit revendicatif dès la première fois que la question de leurs aspirations leur est posée. La prise en compte des rapports de genre implique alors aussi la création d'espaces d'échange et de concertation entre femmes pour permettre une réflexion collective. Celle-ci peut représenter une première étape vers une remise en question de leur situation de vie ; mais c'est aux concernées de faire ce pas<sup>12</sup>. (K.Marius-Gnanou-E.Hofmann, 2003, à paraître).

Exemple de tableau d'empowerment mis au point par le TNDWC (Tamil Nadu development women corporation)

---

<sup>11</sup> HASHEMI et al.,1996, prennent bien soin de préciser que les huit critères formant leur indicateur composite d'*empowerment* ne peut être appliqué tel quel dans d'autres contextes et a été construit à partir de leurs études ethnographiques préalables.

<sup>12</sup> Pour plus de détails, voir KMG, EH, l'intégration de la dimension genre dans une intervention de développement, mythe ou réalité ?

<b>Empowerment social</b>	<b>Empowerment économique</b>	<b>Capacity-building</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Statut égal, participation et pouvoir de prise de décisions des femmes au niveau du ménage, de la communauté et du village,</li> <li>• Dépassement des barrières sociales, culturelles et religieuses pour atteindre un statut égalitaire et une reconnaissance des femmes dans leurs affaires quotidiennes et sur les sujets les concernant</li> <li>• Amélioration du statut, participation et pouvoir de décisions accrus dans les institutions démocratiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleur accès aux ressources financières en dehors des ménages,</li> <li>• Réduction de la vulnérabilité des femmes aux situations de crise comme les famines, etc.</li> <li>• Augmentation significative des revenus propres des femmes et du pouvoir de l'utiliser (de l'épargner) comme elles le souhaitent,</li> <li>• Accès et contrôle égal sur les autres ressources du foyer,</li> <li>• Indépendance financière des femmes dans le ménage et dans l'environnement extérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Par une meilleure connaissance en termes de santé, d'éducation et de droits légaux,</li> <li>• Par une augmentation de l'alphabétisation,</li> <li>• Par de meilleures compétences en matière de communication et de leadership,</li> <li>• Par l'entraide et l'aide mutuelle.</li> </ul>

### **L'évaluation des différentes dimensions de l'empowerment et analyse critique**

- **L'empowerment dit économique** = accès, usage et contrôle de ressources économiques (crédit, revenu, budget) ce qui sous-entend financement, création et gestion d'activités génératrices de revenu (élargissement des opportunités), augmentation et diversification des sources de revenu, augmentation des dépenses de consommation, capacité à épargner, enregistrement d'actifs en son propre nom, etc.

#### **Exemples d'indicateurs :**

- Changement de la situation financière personnelle
- Part de contribution au revenu du ménage, de l'évolution de celle-ci, de la nature de cette contribution (régularité et variation)
- Actifs immobiliers (habitation et terres) enregistrés au nom de l'époux, de l'épouse, d'un autre membre de la famille mais aussi possession d'un compte épargne ou de dépôt à la banque, participation à une tontine (ou à un Chit Fund en Inde), possession de bijoux ou d'or, d'une police d'assurance, etc.

- le microcrédit ne peut enclencher une dynamique d'accumulation à long terme que lorsqu'il y a des possibilités d'une part d'obtenir les crédits d'un montant significatif et de manière très régulière et d'autre part de pouvoir les multiplier afin de diversifier les activités génératrices de revenus. L'apprentissage de nouveaux métiers (auto-rikshaw, internet, couture..) permettant de sortir des activités traditionnelles (agriculture, vaches...) peut constituer un indicateur intéressant.

- **Participation aux prises de décision au sein du ménage** = cet aspect est privilégié dans de nombreuses études et recoupe en partie l'empowerment économique puisqu'il s'agit d'évaluer la prise de décision quant à l'affectation des ressources du ménage (usage et contrôle) afin de savoir qui est responsable des choix en matière d'investissements productifs, immobiliers ou mobiliers mais aussi de dépenses quotidiennes de consommation. Ce dernier aspect est souvent couplé avec l'amélioration du bien-être familial par l'augmentation quantitative des dépenses alimentaires,

éducatives ou de santé ou la réaffectation de certaines ressources : repas égal pris par les enfants des deux sexes, non sortie du système scolaire pour les filles.

• **Exemples d'indicateurs :**

- Prise de décision quant à l'utilisation du prêt et du revenu du ménage seul, conjointe avec l'époux et autres membres de la famille, ou non-décision, - -Prise de décision quant à la scolarité des filles (continuation ou arrêt des études, choix de l'école) et de leur alimentation (repas égal), et de leur , santé(vaccins...)
- -Prise de décision concernant la répartition des tâches familiales

• Il n'est pas sûr qu'une prise de décision individuelle soit significative en termes de bien-être, car lors de nos enquêtes, il nous est apparu que la majorité des femmes prenant individuellement les décisions étaient soit séparées temporairement (maris ayant migré) soit veuves ou abandonnées, or au départ l'on sait qu'une femme seule à la tête d'une famille a plus de probabilités d'être pauvre qu'une femme mariée. En fait, on s'est rendu compte que des décisions prises conjointement peuvent avoir plus d'impacts en terme de bien être (S.Mahmud, 2003). Naila Kabeer (2001, p.80) invite notamment à la prudence dans les jugements : les comportements individuels autonomes (forte prise de décision, possession de biens en son nom) de certaines femmes signalent en fait l'accroissement des tensions au sein du ménage – a form of divorce within marriage– plutôt qu'un réel empowerment. La prise de décision est associée à l'idée de pouvoir de négociation (bargaining power) au sein du ménage qu'il soit envisagé comme un lieu de conflit ou de coopération. Un accès aux revenus de l'époux peut être aussi un indicateur intéressant , d'autant que les revenus de l'époux sont souvent plus importants (S.Mahmud, 2003).

Indépendamment du contrôle du prêt, se pose la question de la disponibilité des femmes qui augmentent leurs activités par le crédit, alors qu'elles assument déjà une charge de travail importante. Notamment lorsqu'il s'agit d'activités à forte concentration de main d'œuvre, la surcharge de travail et les sacrifices sont souvent le prix à payer pour avoir accès aux revenus supplémentaires. Afin d'assurer les repas quotidiens et la charge des enfants, bon nombre de femmes débutent leur journée de travail dès 4 heures du matin. On aurait pu penser que cette place nouvelle des revenus des femmes diffuserait des modèles nouveaux chez les hommes. Or, d'après nos enquêtes récentes<sup>13</sup>, rares sont les hommes à vouloir s'occuper des activités domestiques, même si leurs épouses sont les seules au sein du ménage à exercer une activité grâce au microcrédit.

**Mobilité physique et maîtrise de son corps** = le contrôle des femmes sur leur propre corps et leurs mouvements est un autre élément valorisé en termes d'empowerment. Il conditionne également les autres dimensions : comment développer sa propre activité productive si l'on ne peut aller vendre ses produits sur le marché local ? En outre, plusieurs dispositifs de microfinance en plus de l'octroi de services financiers développent des programmes de santé et d'éducation : information quant aux moyens de contraception, incitation à la dénonciation des actes de violence domestique, etc. Enfin, l'organisation en groupes d'épargnants et d'emprunteurs doit permettre la mise en place d'espaces de parole et d'action collective afin de limiter l'isolement, le repli sur soi et de favoriser le renforcement mutuel et l'entraide (voir ci-dessus).

**Exemples d'indicateurs :**

- Fréquence des déplacements : dans le village proche, dans la ville la plus proche, dans une grande ville, mais aussi mode de déplacements : seul ou accompagné et besoin ou non d'une permission,

---

<sup>13</sup> Il s'agit d'enquêtes que nous avons mené dans le cadre de missions dans le Tamil Nadu de 1999 à 2003.

- Évolution des connaissances ou pratiques en matière d'hygiène et de santé (planning familial, lavage des mains avant de cuisiner ou de manger, vaccination des enfants, utilisation de toilettes, etc.) mais aussi prise de décision sur l'utilisation de méthodes contraceptives, du choix de celles-ci,

• l'empowerment est un processus graduel et réversible : certaines femmes sont susceptibles d'arrêter de se rendre au marché et perdre le contrôle de leur entreprise, si des membres masculins de la famille décident de s'en charger pour elles. Par ailleurs, la mobilité des femmes dans certaines régions est fortement limitée par le purdah quelque soit le statut socio-économique des femmes et de leurs conjoints

• **Confiance en soi et estime de soi** = cette dimension est reconnue comme particulièrement difficile à mesurer puisqu'elle touche à la dimension subjective de l'empowerment, au pouvoir intérieur. Elle fait référence à la fois au renforcement "objectif" des compétences (de leadership mais aussi en termes d'alphabétisation, de santé, de gestion, etc.) et à la perception de ses propres capacités, au sentiment d'être capable et d'avoir le droit d'agir et de décider ; elle est ainsi souvent associée à l'idée de prise de conscience.

**Exemples d'indicateurs :**

- Évolution des compétences et savoir-faire techniques,  
- Savoir écrire son nom, identifier les billets de banque, compter jusqu'à 500, lire le journal ou un formulaire bancaire, etc.  
- Évolution du degré de confiance en avec d'autres personnes ou avec les institutions

• **Statut au sein de la communauté et empowerment politique** = le fait de contribuer aux ressources financières de la famille peut conférer une plus grande légitimité, le point de vue des femmes (et plus généralement de tous ceux exclus de la communauté) peut prendre de la valeur et permettre de dépasser certaines barrières culturelles et sociales à l'égalité entre les membres d'un même village ou quartier. L'empowerment dit politique concerne plus spécifiquement l'engagement, l'implication dans les institutions politiques locales, la participation aux manifestations publiques, la revendication de ses droits, l'activité de lobbying auprès des pouvoirs publics, etc.

**Exemples d'indicateurs :**

- Fréquence de participation aux réunions de groupes d'épargnants et emprunteurs, avec les banquiers locaux ou au sein du dispositif de microfinance, ou aux assemblées villageoises,  
- Participation à d'autres programmes d'ONGs ou publics  
- Vote aux élections locales ou nationales

En dépit du tiers des sièges réservés aux femmes dans les collectivités locales (panchayats et zilla parishad), l'empowerment politique des femmes reste peu significatif même si, près d'un million de femmes via les Self help groups ont été élues dans les panchayats,. Une mission récente (2003) menée dans la périphérie rurale de Chennai a bien montré que les femmes élues des Panchayats étaient juste des prête-noms qui signaient uniquement les papiers que leur remettaient leurs époux.